

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels

Auch, le 24/03/2023

19 place de l'Ancien Foirail
32000 AUCH

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DENJEAN LOGISTIQUE

Les Galis
32700 LECTOURE

Références : 2023-0315-DP
Code AIOT : 0006803298

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 dans l'établissement DENJEAN LOGISTIQUE implanté Les Galis 32700 Lectoure. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée suite aux plaintes reçues à l'encontre de la société DENJEAN LOGISTIQUE concernant les émissions sonores de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DENJEAN LOGISTIQUE
- Les Galis 32700 Lectoure
- Code AIOT : 0006803298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 mai 1993, l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 8 août 2012 et les arrêtés ministériels applicables aux installations soumises à déclaration. Une déclaration de changement d'exploitant a été déposée le 15 janvier 2019, DENJEAN Logistique a repris le site de Lectoure à partir du 20 décembre 2018. Une déclaration de modification de l'installation a été réalisée le 18 janvier 2021 par l'exploitant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/08/2021.

Cette visite d'inspection a été programmée le jour de la campagne de mesurage sonore en zones à émergence réglementée afin de vérifier la représentativité des mesures.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	APMD 11/08/2021 Émergence sonore	AP de Mise en Demeure du 11/08/2021, article 1	Avec suites, Lettre de suite	Astreinte	Sans

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats de mesures sont non-conformes à la réglementation malgré la mise en place d'un panneau acoustique. L'exploitant doit dorénavant étudier des solutions de confinement des principales sources sonores.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD 11/08/2021 Émergence sonore

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Émergence sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 12/02/2023
Prescription contrôlée : <p>La société DENJEAN LOGISTIQUE qui exploite un entrepôt de stockage de produits alimentaires frais situé Z.I « Les Galis » à Lectoure, est mise en demeure, sous un délai de 9 mois, de respecter les dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 susvisé en respectant les valeurs d'émergence admissibles en zone à émergence réglementée et de transmettre le bon de commande relatif aux travaux d'insonorisation sous un délai de 4 mois.</p>
Constats : <p>Le 01/03/2023, l'exploitant a mandaté le bureau d'étude DELOHM Acoustique pour réaliser des mesures de l'émergence sonore au droit des zones à émergence réglementée les plus proches. Les mesures ont bien été réalisées durant une période représentative de l'activité du site DENJEAN. Elles avaient pour objectif de vérifier l'efficacité du mur anti-bruit mis en place par l'exploitant sur l'année 2022.</p> <p>Le rapport daté du 10/03/2023 présente des valeurs d'émergence non-conformes à la réglementation en période nocturne, 8 dB(A) au lieu de 4 dB(A) autorisé. Le mur anti-bruit ne permet donc pas un retour à la conformité et l'exploitant doit dorénavant étudier des solutions de confinement des principales sources sonores.</p> <p>L'exploitant doit présenter et mettre en œuvre un plan d'actions établis dans le but de réduire l'impact sonore de son installation au droit des zones à émergence réglementée les plus proches.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte